



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours-3425>

Chronique

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2015 - N° 1163 - avril 2015 -

Date de mise en ligne : lundi 13 juillet 2015

Date de parution : avril 2015

Description :

Un constat consternant : en Allemagne, en France, au Royaume-Uni, comment les décideurs peuvent-ils fonder leurs jugements quand les experts sont à la fois juges... et partie ? Et une bonne nouvelle : en Islande, le Parlement veut reprendre aux banques privées le droit de créer la monnaie. Un exemple à suivre !

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Évaluation des risques et compromissions

Les "décideurs" sont-ils assurés de pouvoir se fier à des expertises solides ? C'est ce qu'on attend de l'expertise publique, puisque c'est son rôle. Mais pour cela, il faudrait être sûr qu'elle agit en toute indépendance. Hélas, en seulement quelques jours, c'est « à un vrai feu d'artifice de faillites possibles que nous ont conviés diverses agences d'expertise en France, au Royaume-Uni et en Allemagne » rapportait le 31 mars, dans Le Monde, le journaliste S.Foucart.

La première "bombe" a explosé le 20 mars et concerne le glyphosate, l'herbicide le plus répandu dans le monde, en particulier du trop fameux Roundup que la firme Monsanto vend de façon éhontée aux agriculteurs productivistes en leur précisant sur les emballages qu'il n'y a aucun danger à l'utiliser. En conclusion de la réévaluation effectuée par des scientifiques de onze pays différents, soigneusement sélectionnés non seulement pour leur compétence mais aussi sur l'absence de conflits d'intérêts, l'OMS rendait public cet avis du Centre International de Recherche sur le Cancer : le glyphosate est désormais considéré comme cancérigène probable.

Aïe ! Riposte dès le 23 mars : l'agence de sécurité sanitaire allemande BfR vole au secours de l'industrie agrochimique en publiant un communiqué, non signé, pour contester ce résultat... tout en avouant ne pas l'avoir lu !

On a du mal à comprendre. Il faut d'abord savoir que les plantes génétiquement modifiées sont conçues, précisément, pour tolérer le glyphosate, donc faciliter son épandage, donc son succès commercial. Tout s'éclaire quand on apprend que, dans le comité de l'agence de sécurité BfR, siègent, à titre d'experts, des industriels qui précisément... commercialisent les produits à base de glyphosate ! Ils sont donc à la fois juges et partis : ce sont leurs propres produits qu'ils évaluent dans l'agence chargée d'évaluer la sécurité au nom de l'Union Européenne !!

Le 24 mars, en France cette fois, Médiapart révélait que la justice venait d'être saisie d'une affaire semblable : des experts, et pas des moindres, chargés de l'évaluation des médicaments auraient été secrètement rémunérés par l'industrie pharmaceutique au cours de leur mandat.

Le 25 mars, au Royaume-Uni, des révélations mettaient très sérieusement en doute la crédibilité de l'agence de sécurité britannique FERA. En 2013, après examen par ses experts des effets de certains insecticides sur les pollinisateurs, elle les avait jugés sans danger et donc incité le gouvernement britannique à plaider leur cause auprès des instances européennes. Mais en analysant les mêmes données, un biologiste vient de s'apercevoir qu'elles prouvent exactement l'inverse !

La FERA ne pourra pas demander des comptes à l'auteure de l'étude en question, elle a déjà quitté l'agence pour une société agrochimique !

Concluons avec le journaliste cité : heureusement qu'il y a encore, dans les organismes de recherche publique, des scientifiques qui participent à des expertises honnêtes, mettant leur savoir au service de tous... au détriment de leur propre activité, donc de leur carrière.

Mais quand on sait les difficultés qu'ils rencontrent maintenant pour financer leurs recherches, on voit bien qu'ils sont poussés à abandonner la recherche publique !

Enfin, une bonne nouvelle !

Le journal anglais The Telegraph l'a publiée le 4 avril dernier : le gouvernement islandais envisage de retirer aux banques commerciales le pouvoir de créer la monnaie et de le confier dans un premier temps à la banque centrale, puis finalement, au Parlement.

Cette proposition d'une "monnaie souveraine" fait partie du rapport intitulé Un système monétaire meilleur pour l'Islande, présenté par Frosti Sigurjonsson, député du Parti du Progrès, qui est au pouvoir.

Et le Premier ministre, David Sigmundur Gunnlaugsson, qui a commandé ce rapport, voit plus loin, il a en effet déclaré qu'il s'agit « d'une contribution importante à la discussion à venir, ici et ailleurs, sur la création de l'argent et la politique monétaire ».

En effet, quel bruit cela ferait si cette proposition était adoptée ! Tyler Durden, qui a rendu publique cette information sur internet, la commente en ajoutant (je traduis, en substance) : « ce serait un énorme progrès parce qu'il n'y a pas pire fléau pour nos économies que le fait que les banques commerciales puissent créer de la monnaie en faisant des crédits, puis se débarrasser du risque lié à ces crédits en les titrisant avant de les revendre » !

C'est encourageant d'apprendre que ce scandale, que nous voudrions voir combattu en priorité par tous les indignés du monde, est enfin publiquement dénoncé par un responsable !

L'Islande est un petit pays, mais qui a déjà donné l'exemple à suivre : on se souvient qu'au moment de "la crise" financière de 2008, ses trois plus grandes banques étaient compromises par la faillite de la banque américaine LehmanBrothers, et que son gouvernement s'apprêtait, comme les autres, à rembourser leurs dettes à leur place pour éviter la faillite. En faisant bloc pour l'en empêcher, la population a échappé à l'austérité.

M-L D.

Dernière minute

Le 22 janvier dernier Mario Draghi annonçait en fanfare que la Banque Centrale Européenne (BCE) allait injecter d'ici à septembre 2016, 60 milliards d'euros par mois dans les marchés financiers. Ce qui fait au total un peu plus de 1.000 milliards d'euros, mais de nombreux observateurs pensent que ce flux continuera bien plus longtemps que les 18 mois annoncés... Cette politique est ce que les Anglo-saxons appellent le Quantitative Easing (QE) (qu'on peut traduire en français par assouplissement quantitatif, et en langage populaire par "faire marcher la planche à billets").

Social Europe [\[1\]](#) commente : « Bien évidemment les marchés financiers trouvèrent ce plan "courageux et convaincant". Ils devaient forcément dire ça, n'est-ce pas, puisqu'ils en sont les principaux bénéficiaires ».

En réponse, 19 économistes européens, majoritairement britanniques et allemands, parmi lesquels Guy Standing [\[2\]](#), Steve Keen, David Graeber [\[3\]](#) et... un seul Français Jean Gadrey, ont adressé une lettre au Financial Times dans laquelle ils expliquent pourquoi « ce QE conventionnel n'est pas un outil fiable pour relancer la croissance du PIB et de l'emploi ». Ils proposent qu'au lieu d'injecter cette nouvelle monnaie dans les marchés financiers, elle soit utilisée pour financer des dépenses publiques (d'infrastructures, par exemple) ; et qu'une autre possibilité serait de verser 175 Euros par mois à chacun des citoyens de la zone euro, qu'ils pourraient utiliser pour rembourser leurs dettes ou dépenser comme ils l'entendraient. C'est ce que l'économiste australien Steve Keen appelle le "quantitative easing for the people" (création monétaire pour les gens).

Jean Gadrey explique dans son blog d'Alternatives Economiques pourquoi il a signé cet appel et ajoute « que même, si cette allocation mensuelle de 175 Euros est modeste et transitoire, elle aurait un impact plus durable et qu'il serait bon qu'elle soit débattue en France ».

J-P M.

[1] Social Europe, 9 février 2015.

[2] Guy Standing, Professeur à l'Université de Londres, membre fondateur de BIEN, auteur du Précariat (2014).

[3] David Graeber, Dette, 5.000 ans d'Histoire, éd Les liens qui libèrent, 2013.